



GROUPE AGENCE
FRANCAISE DE
DEVELOPPEMENT

RGS

Gestion des connaissances

Le 15 janvier 2003

BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE

N° 6

EAU ET DEVELOPPEMENT

(mise à jour de la bibliographie de janvier 2002)

Avant-Propos

p. 2

Ouvrages, rapports et articles

- Eaux internationales p. 4
- Services publics, gestion et assainissement p. 9
- Hydraulique rurale et villageoise p. 15
- Hydraulique urbaine p. 16

Mémoria (notes et publications internes)

- Services publics, gestion, assainissement p. 19
- Hydraulique rurale et villageoise p. 21
- Hydraulique urbaine p. 25

Avant-Propos

Cette bibliographie thématique présente une sélection d'ouvrages et d'analyses sur la gestion de l'eau et l'assainissement dans le monde, et plus particulièrement dans les pays en développement. Ce document est une mise à jour de celui réalisé par le Centre de documentation de l'AFD en janvier 2002.

Ressource vitale, répartie très inégalement, l'eau douce ne représente que 2,5 % de l'eau sur la planète et seulement 0,007 % de cette eau est accessible pour l'usage humain.

Aussi, la gestion des ressources en eau devient un des défis majeurs de l'humanité et les enjeux qui seront à nouveau dans les feus de l'agenda international à Kyoto en 2003 peuvent être décrits en termes géopolitiques, économiques, sanitaires, alimentaires et environnementaux.

Ce document s'est attaché à approcher ces termes et traite successivement des sujets suivants :

Eaux internationales

Au XXème siècle, la population mondiale a été multiplié par 4, passant de 1,6 milliard à 6 milliards d'habitants, et la consommation d'eau potable par 7. Actuellement, 38% de la population, notamment au Moyen-Orient, en Asie centrale, en Inde et en Afrique connaît une situation de contrainte hydrique plus ou moins importante. D'ici à 2025, 2/3 de la population mondiale devrait se retrouver en situation de contrainte modérée à grave.

Services publics, gestion, assainissement

Plusieurs régions dans le monde doivent déjà faire face à des problèmes d'affaissement de nappes phréatiques, de pénuries saisonnières, de contamination de la ressource en eau et de conflits d'usage. Actuellement, la moitié de la population du globe ne dispose pas d'infrastructures d'assainissement. Les besoins sont énormes et les limites d'une gestion de l'offre de la ressource en eau et de l'approche réglementaire traditionnelle rendent nécessaire la mise en place de nouveaux modes de gestion. L'OMS considère que bon nombres de maladies sont générées par la consommation d'eaux impropres (maladies hydriques).

Hydraulique rurale et villageoise

850 millions d'habitants de la planète souffrent actuellement de la faim. Pour satisfaire les besoins mondiaux, la production alimentaire devra être multipliée par 2 d'ici à 2050. La production alimentaire devra tripler dans les pays en développement et même quintupler en Afrique et au Moyen Orient. Les Nations Unies estiment que 80% de l'augmentation de la production alimentaire devra provenir de l'agriculture à irrigation intensive.

Hydraulique urbaine

Alors que déjà 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à des services d'eau en milieu urbain, 90% de la croissance démographique mondiale se feront dans les 25 prochaines années dans des zones urbaines situées pour l'essentiel dans des régions arides ou semi-arides. Les villes des pays en développement doivent faire face à ces défis et sont à la recherche de solutions novatrices aux problèmes de l'eau et de capitaux afin de pouvoir réaliser les investissements requis.

Cette bibliographie comprend deux catégories de références :

- des ouvrages de connaissance générale ou d'analyse spécifique et des études ou articles publiés depuis 1998 et référencés dans la base Biblio,
- des documents internes (notes d'orientation, études sectorielles, évaluations rétrospectives) rédigés par les départements d'étude ou d'évaluation de l'AFD et référencés dans la base de données Memoria depuis 1984.

BASE BIBLIO



*Ouvrages, rapports
et articles*

Eaux internationales

Global water outlook to 2025 - Perspectives de l'eau d'ici à 2025

Selon les conclusions de ce rapport, les tendances actuelles en matière d'utilisation de l'eau à l'échelle mondiale font entrevoir des interruptions dans la fourniture d'eau aux populations, d'importantes réductions de la production alimentaire, et des dégâts environnementaux. Il précise que des "détournements excessifs" des flux aquatiques et le recours trop important aux nappes phréatiques ont déjà causé des dégâts écologiques dans de nombreuses régions du monde (Asie centrale et de l'ouest, Afrique du nord et Chine du nord). Il estime que si l'actuelle gestion de l'eau n'est pas modifiée, la consommation augmentera de 62% par rapport à 1995 et les prix des productions agricoles progressant fortement. Pour l'avenir, le rapport préconise que des investissements importants soient réunis afin d'améliorer l'approvisionnement en eau, de conduire des réformes de la gestion et que des économies soient réalisées dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et par les ménages. **EDI. INTERNATIONAZL WATER MANAGEMENT INSTITUTE, 2002 - 30 P. - COT U3.108**

Eau, environnement, santé : un enjeu majeur pour le XXI^e siècle

L'eau, indispensable à la vie et à tout développement économique, devient un enjeu stratégique majeur en de nombreux points du globe. Mais elle peut être aussi le vecteur d'épidémies et contribuer à l'exposition des populations à des substances indésirables ou toxiques. Or, la qualité de la ressource dépend pour une large part de la pression anthropique, de l'aménagement et des activités que supportent les bassins versants, en un mot de l'environnement. Cet ouvrage rassemble les contributions présentées au cours du symposium international "Eau, santé et environnement" qui s'est tenu les 23 et 24 février 2000 à Rennes. Après un historique de la connaissance des interactions entre eau, santé et environnement, les auteurs font le point sur les pratiques d'évaluation et de gestion des risques pour notamment faire face à la diffusion des produits chimiques dans l'environnement et à l'émergence de micro-organismes nouvellement identifiés. Suivent une analyse originale de la place de l'utilisateur dans les processus de décision, ainsi qu'une illustration du rôle qu'il joue au doit jouer pour contribuer à la protection efficace de cette précieuse ressource, en particulier lorsqu'elle est utilisée dans l'alimentation. **Giroult, E. ; Seux; R. - EDI. ENSP, 2002 - 396P. COT H4.187**

La ruée vers l'eau

Dans ce numéro, est rassemblée une vingtaine d'articles traitant de l'eau dans le monde répartie en quatre grandes sections : l'eau au cœur des civilisations, le développement durable mis en péril, un enjeu géostratégique et racket sur un patrimoine de l'humanité. Alors que la demande en eau augmente considérablement, l'offre reste fixe avec un gaspillage considérable dans l'agriculture, l'industrie et dans l'utilisation domestique. Par ailleurs, la contamination (emploi des engrais et pesticides, déversement des déchets industriels etc) rend des quantités d'eau importantes complètement inutilisables. Tout cela a des effets désastreux pour la santé et au moins trois millions de personnes meurent chaque année de maladies liées à l'eau. Cependant plus de deux milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et ce chiffre atteindra trois milliards en 2025 si rien ne change. Pour résoudre les problèmes de sa gestion, les politiques et des spécialistes promeuvent les technologies avancées et la privatisation dont les effets, souvent néfastes, se multiplient dans le monde et notamment dans les pays en développement. **EDI. LE MONDE DIPLOMATIQUE, 2002 - 94P. - COT U3.111**

L'eau, patrimoine commun de l'humanité

La question de l'eau devient centrale pour l'humanité. L'eau devient une source de conflits qui risquent de devenir majeur dans un avenir proche et sa contamination, fruit du modèle de développement, pose des problèmes graves et immédiats. Les solutions techniques ne sont pas neutres et sa privatisation consiste à en faire une marchandise comme une autre, soumise à la loi du marché et non à celle des besoins. La gestion de l'eau relève de l'éthique et du droit international et doit donc être considérée comme un patrimoine universel de l'humanité. **Auteur, EDI. L'HARMATTAN, 2002 - 307P. - COT U3.102**

Eau et développement durable, des débats en cascade

Après avoir défini le concept du développement durable appliqué au domaine de l'eau, ce numéro spécial propose des pistes de réflexion pour mieux appréhender les multiples aspects du " chemin" parcouru par l'eau. Est-elle un "bien public mondial", comment la gérer, comment permettre aux plus pauvres d'y avoir accès, quels enjeux géopolitiques autour des questions de partage des eaux internationales, quelles initiatives concrètes en milieu urbain ou rural, dans le domaine de l'environnement de l'eau potable ? *Revue de solidarité internationale, ingénieurs sans frontières, n°51 - EDI. DP, 2002 - 22P. - COT U3.116*

Rapport introductif à l'Assemblée générale constitutive du REOB/AO organisée les 10 et 11 juillet 2002 à Dakar

Après avoir présenté les Organismes de bassin de l'Afrique de l'Ouest, ce rapport propose la création du Réseau Régional des Organismes de bassin de l'Afrique de l'Ouest pour offrir aux organisations régionales les possibilités de participer activement à l'émergence d'un Réseau d'échanges d'expériences et d'information en matière de gestion de l'eau. Il est donc nécessaire de mettre en place des "institutions de l'eau" dotées de capacités et de compétences adéquates. En s'inspirant des expériences de partenariats initiés dans le passé en Afrique, ce Réseau devrait éviter de faire les mêmes erreurs (déficit de communication, concurrence entre membres, absence de stratégie définie et moyens d'actions limités). *EDI. GLOBAL WATER PARTNERSHIP, 2002 - 50P. COT U3.109*

Le droit international de l'eau existe-t-il Evolutions et perspectives

Cette étude dresse un état des lieux des sources du "droit international de l'eau". Jusqu'aux années 80, le "droit international de l'eau" s'est limité essentiellement aux usages spécifiques que constituent la navigation et l'électricité. Depuis une vingtaine d'années, la Commission du droit international a élaboré un projet de convention pour les utilisations des cours d'eau internationaux, à des fins autres que la navigation, qui a été adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en mai 1997. On constate qu'un droit international de l'eau se met en place lentement mais régulièrement par agrégats successifs ; la convention sur les usages de l'eau autres que la navigation en ayant fédéré les principes majeurs. L'idée d'une nécessaire solidarité entre les Etats utilisateurs d'une même ressource tend à progresser au détriment du principe de souveraineté. En effet, l'application des règles de droit international de l'eau constitue un élément moteur pour désamorcer les situations conflictuelles. *SIRONNEAU ; J. - EDI. MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE, 2002 - 19 P. - COT U3.110*

Le droit de l'eau

Le droit à l'eau, qui porte sur une quantité limitée d'eau potable nécessaire à la vie et au bien-être, fait partie des droits économiques et sociaux déjà reconnus de longue date. De multiples accords internationaux, législations internes et déclarations gouvernementales reconnaissent l'existence de ce droit dont la mise en oeuvre progressive n'a pas posé de problèmes particuliers. Le rapport décrit les nombreuses mesures prises pour rendre effectif le droit à l'eau, principalement au bénéfice des populations démunies pour lesquelles l'eau représente une part importante de leurs dépenses. Il présente en détail les modalités de mise en oeuvre du droit à l'eau en France, en Belgique, en Irlande, au Royaume-Uni, au Chili et en Afrique du Sud et fournit de multiples exemples des mesures en vigueur dans d'autres pays. Le rapport conclut à la nécessité de réaffirmer le droit à l'eau pour tous et de l'appliquer aux plans national et international et à l'ardente obligation d'apporter une aide internationale plus substantielle permettant de faciliter l'approvisionnement en eau des populations rurales des pays en développement. *SMETS, Henri-EDI. ACADEMIE DE L'EAU, 2002 - 158P. COT U3.105*

Le droit international des ressources en eau douce : solidarité contre souveraineté

Le XXI^e siècle verra-t-il se multiplier les conflits ayant l'eau pour enjeu ? Cet ouvrage apporte de très intéressants éléments de réponse à cette question et propose un régime juridique pour l'ensemble des ressources en eau douce de la planète. Il se base sur une analyse approfondie des textes relatifs à l'eau : 601 traités, 148 actes non conventionnels et 39 décisions juridictionnelles. Une attention particulière est portée aux textes de codification dont notamment la Convention de New York du 21 mai 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des

fins autres que la navigation. L'originalité de cette étude est qu'elle propose également un régime pour l'ensemble des ressources aquatiques, y compris les nappes souterraines, les eaux atmosphériques et les glaces. Cet ouvrage fait suite à une thèse couronnée par le prix spécial de thèse 2001 de l'Association française de droit de l'urbanisme et de la Société française pour le droit de l'environnement. **SOHNLE; Jochen - CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES INTERNATIONALES ET COMMUNAUTAIRES - UNIVERSITE AIX-MARSEILLE III - EDI. LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 2002 - 608P. COT U3.117**

Conférence internationale sur l'eau douce à Bonn du 3 au 7 décembre 2001 : déclaration ministérielle des "clefs de Bonn"

A l'issue des travaux de cette conférence, les ministres, investis de responsabilités dans le domaine de l'eau ont formulé des recommandations dans trois importants domaines : d'une part, la gouvernance, la gestion des ressources en eau et les partenariats, d'autre part, la mobilisation des ressources financières nécessaires et, enfin, la promotion de la performance et le partage du savoir-faire. Les "clefs de Bonn" mettent en relief les principaux secteurs d'intervention où une action politique se révèle nécessaire, sensibilisant davantage l'opinion publique sur la nécessité de répondre aux besoins des pays pauvres en matière d'adduction d'eau. **EDI. INTERNATIONAL CONFERENCE ON FRESH WATER, 2001- 23P. - COT U3.115**

Les nouvelles politiques de l'eau : enjeux urbains, ruraux, régionaux

Les politiques de la première génération avaient pour priorité majeure le développement de l'irrigation afin d'augmenter les rendements agricoles. Actuellement, le problème le plus urgent est celui de la ville. Comment améliorer la gestion de l'eau dans la ville pour accroître l'équité de son usage pour la population la plus pauvre. A partir d'exemples concrets, des articles décrivent comment l'accès à l'eau est un indicateur des rapports d'inégalité qui existent au sein d'une société. La complémentarité possible entre les systèmes techniques à l'occidentale et des formes non conventionnelles de solidarité locale permettent d'améliorer la situation des plus pauvres comme l'illustre le cas d'Alger. L'agriculture doit absolument réduire sa consommation et des articles montrent que les systèmes traditionnels fondés sur la gestion collective des populations locales font preuve d'efficacité. A l'inverse au Maroc, la remise en cause des prérogatives de l'administration permet aux paysans déshérités de contester les privilèges de propriété légués par la tradition. La complexité du développement durable, l'évolution politique des pays incitent à l'adoption fréquente d'une gestion participative décentralisée des ressources incluant tous les acteurs de l'eau. L'idée de réaliser ce processus de décision à une nouvelle échelle, celle du bassin versant s'est répandue au sein de la communauté de l'eau. Certains pays émergents comme le Brésil se sont saisis de l'expérience française pour transformer leurs propres institutions. **EDI. PUF, 2001 - 480P. - COT U3.096**

L'eau autour de la Méditerranée

La question de la disponibilité en eau douce figure parmi les principaux défis auxquels sont confrontés les sociétés méditerranéennes. L'eau apparaît tant comme un précieux vecteur de la révélation des problèmes qui hypothèquent le devenir de cette région, que comme un motif supplémentaire de leur exacerbation : forte démographie, sous développement, tensions politiques et diplomatiques. Après avoir détaillé les facteurs, les conséquences et les éléments concrets d'appréciation de la crise de l'eau, l'objectif de cet ouvrage est de proposer un aperçu des solutions envisageables. L'avenir du bassin méditerranéen dépend dans une large mesure des options choisies pour pallier la pénurie d'eau et du contexte de leur mise en oeuvre. **DUGOT, Philippe - EDI. L'HARMATTAN, 2001 - 190P. COT U3.107**

La géopolitique de l'eau en Méditerranée : compte rendu du débat organisé par des étudiants en Desu de gestion de l'eau

Après avoir défini les notions de stress hydrique et de ressources renouvelables, cette discussion a porté sur le type de développement actuel en Méditerranée basé sur le tourisme et une urbanisation croissante. Le climat méditerranéen étant de type semi aride ou aride, il apparaît mieux adapté de mettre en place des stockages souterrains de l'eau que de construire de nouveaux barrages. De même, l'auteur estime que les organisations internationales qui s'occupent de l'eau sont très nombreuses sur le terrain mais n'organisent rien de concret alors que la diminution significative

des ressources en eau sur l'ensemble du bassin Sud méditerranéen est constaté par tous. **MARGRON; Patrick - EDI. DP, 2001 - 12P. - COT COL**

La coopération sur le Nil, il ne s'agit pas d'un jeu de somme nulle

Le Nil est un fleuve qui traverse dix Etats riverains dont cinq figurent parmi les pays les plus pauvres du monde. Leur pauvreté, associée à une explosion démographique alarmante et à la dégradation de l'environnement, nécessite la participation de tous les Etats riverains au développement des ressources de ce grand fleuve. **NATIONS UNIES - EDI. NATIONS UNIES, 2001 - CHRONIQUES - 4P. - COT COL**

Water security : a preliminary assessment of policy progress since Rio. Sécurité de l'eau : bilan préliminaire des progrès accomplis en matière d'eau depuis Rio

Cette étude fait le point sur les développements des politiques mises en œuvre dans le monde depuis 1992. Elle montre que des progrès ont été réalisés dans la protection environnementale des ressources en eau. Ce document décrit les pratiques et les réformes de bonne gouvernance qui ont été réalisées en Afrique du Sud, en Egypte et au Bangladesh. Elle donne des exemples de pratiques et de réformes mises en œuvre dans le domaine de la gestion de l'eau en Asie du Sud et en **Ouganda. WORLD WATER ASSESSMENT PROGRAMME - Ed. WWAP, 2001 - 30 P. - COT U3.099**

L'eau : une problématique financière mondiale

La croissance démographique et l'activité humaine ont complètement bouleversé, au cours du siècle dernier, les aspects qualitatifs et quantitatifs de la ressource en eau sur la planète. Plus que l'eau potable et l'irrigation, c'est la dépollution de l'eau et de manière plus générale la protection des écosystèmes, enjeux vitaux pour la vie humaine et l'équilibre écologique de la terre, qui seront les plus gros consommateurs de capitaux. Aussi, la création d'une structure financière spécifique, qui pourrait être une future Banque internationale de l'eau, serait à même de répondre à l'ampleur du défi posé. L'existence d'une institution financière crédible, dotée de moyens importants, capable de mobiliser des financements subordonnés à l'impératif de projets s'inscrivant dans une perspective de développement durable, apparaît désormais indispensable. **LES CAHIERS DU DEVELOPPEMENT DURABLE - Ed. PRICE WATERHOUSE COOPERS, 2001 - 38 P.- COT U1.070**

Etude de création de réseau des organismes de bassin de l'Afrique de l'Ouest - Rapport introductif

Ce document donne un aperçu des organisations de bassin de l'Afrique de l'Ouest. Il fait un survol des stratégies, politiques, atouts et handicaps des programmes en cours dans l'optique de la gestion intégrée des ressources en eau. Il met l'accent sur les perspectives de coopération en réseau entre les organismes de bassin partagé. Enfin, il présente le nouveau cadre de coopération régionale des organismes de bassin proposé, les axes programmatiques de ce réseau et les initiatives à prendre au niveau international, régional, national et local. **COMITE TECHNIQUE CONSULTATIF POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST DU PARTENARIAT MONDIAL DE L'EAU (WATAC) -Ed. GWP, 2001 - 40 P. - COT U3.098**

L'eau : l'affaire de tout le monde

La Vision mondiale de l'eau se fonde sur l'expérience acquise au sein du secteur de l'eau, particulièrement sur les visions sectorielles et les consultations relatives à la Vision de l'eau pour la population et également à celles pour l'alimentation et le développement rural. Des professionnels et des intervenants de différents secteurs ont élaboré des visions régionales intégrées en menant des consultations nationales et régionales sur tous les continents. En outre, des projets spéciaux ont porté sur les transferts de bassins fluviaux, l'éducation et la formation, l'intégration des questions relatives aux femmes. Ce processus participatif a permis d'élaborer des stratégies en vue d'utiliser et de développer durablement les ressources en eau. Les positions à l'égard d'une utilisation et d'un développement souhaitables de l'eau à l'échelle mondiale, telles que les énonce ce rapport, ont été prises par la Commission mondiale de l'eau au cours des réunions qui se sont tenues en novembre 1999 à La Haye. **COSGROVE, William; RIJSBERMAN, Frank - Ed. WORLD WATER COUNCIL, 2000 - 112 P. - COT U3.092**

L'eau au 21^e siècle : de la vision à l'action

Le second Forum mondial de l'eau se réunira à La Haye du 17 au 22 mars 2000. Son objectif sera d'examiner comment passer de la Vision élaborée à la Conférence de Marrakech à l'action, des objectifs généraux à des stratégies concrètes pour relever les grands défis relatifs à l'approvisionnement en eau d'une population mondiale en forte croissance. Inégalement répartie sur la planète, l'eau peut devenir l'objet de conflits majeurs, jouer un rôle crucial au plan sanitaire et social, être un facteur clef dans le développement. - *Ed. FUTURIBLES, 2000 - 92 P. - COT U3.068*

L'eau

Alors que la terre comptera 9 milliards d'êtres humains au milieu du siècle, de nombreux pays d'Afrique et d'Asie rejoindront prochainement les régions qui souffrent de la rareté de l'eau. Ainsi, la Chine et l'Inde, qui utilisent plus d'eau que les Etats Unis, l'Union Européenne, le Japon et la Russie réunis, seront bientôt en situation de "stress hydrique". Cet ouvrage milite pour une prise de conscience, l'ère des travaux pharaoniques étant révolus. Il s'agit maintenant de mettre en œuvre une approche patrimoniale donnant la priorité à des solutions écologiques. *Villiers de Marcq - Ed. ACTES SUD, 2000 - 438 P. - COT U3.066*

L'eau dans le monde arabe : enjeux et conflits

Cet ouvrage aborde les divers aspects du problème de l'eau selon une démarche fondamentalement géographique. Pour chaque cas, le bassin fluvial et le cadre naturel sont étudiés.

Une première partie est consacrée à une présentation précise des conditions naturelles, essentiellement climatiques, et à une approche globale qui conduit à la détermination de la pénurie caractérisant le monde arabe. Ensuite, l'accent est mis sur les résultats d'une mise en valeur fondée sur l'eau et les conflits inter étatiques qui représentent une grave menace en raison de la dépendance dans laquelle se trouvent placés les pays arabes : c'est le cas du bassin du Nil ainsi que celui du Tigre et de l'Euphrate. Un chapitre est consacré aux redoutables problèmes posés par un partage inégal de la ressource en eau au Proche-Orient. *Mutin G. - Ed. ELLIPSES, 2000 - 156 P. COT U3.063*

Les enjeux internationaux de l'eau : les enjeux stratégiques et les initiatives internationales récentes - vol. I

Ce document expose les principaux enjeux mondiaux de l'eau et propose un état du droit international relatif aux ressources en eau partagées. Il présente ensuite les principales initiatives internationales, l'évolution des principes d'action adoptés par la communauté internationale au cours de la dernière décennie, dont ceux du Sommet de Rio. Enfin, les engagements internationaux du Québec sont détaillés notamment ceux pris dans le cadre des conventions environnementales internationales et ceux contractés dans le cadre de la coopération nord américaine. *MINISTERE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUEBEC - Ed. MINISTERE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUEBEC, 1999 - 52 P. - COT U3.089*

Réflexion sur la gestion des eaux partagées

La Conférence Internationale de Paris "Eau et Développement durable" ayant demandé dans ses conclusions qu'une attention prioritaire s'attache à régler les problèmes des fleuves, lacs et nappes communs à plusieurs pays, cette étude a été réalisée à partir de 5 cas concernant 8 pays dont 5 en Europe et 3 en Afrique. Cette étude rappelle l'histoire et l'état des textes régissant les eaux partagées, présente la synthèse des enseignements apportés par les 5 cas. Enfin, elle tire de la situation actuelle et des défauts constatés des propositions pour progresser à l'avenir. Elle vise ainsi à proposer des recommandations pour aider les pays désirant régler ensemble leurs problèmes de ressources communes. *ACADEMIE DE L'EAU - Ed. ACADEMIE DE L'EAU, 1999 - 85 P. COT U3.074*

L'humanité mourra-t-elle de soif ?

Depuis que le problème de la soif a été posé lors de la première conférence sur l'environnement à Stockholm, voici plus de 25 ans, les rencontres internationales se sont multipliées, et avec elles, les plans d'action, les projets, les promesses, les émouvantes déclarations de principe et même la

reconnaissance du droit fondamental de l'individu à accéder à une eau saine et en quantité suffisante. Mais les mesures et les stratégies préconisées sont-elles de nature à lever définitivement le doute? Il semble bien que ni la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement ni le concept de développement durable n'aient produit les résultats espérés. *NGUYEN, Tien Duc - Ed. HYDROCOM, 1999 - 162 p - COT H4.150*

L'eau au Proche-Orient : la guerre n'aura pas lieu

Après avoir redessiné la carte régionale avec ses dimensions physiques, humaines, politiques et militaires, l'auteur insiste sur l'importance capitale de cette ressource et la replace dans la hiérarchie des facteurs déterminants dans l'évolution du Proche Orient. Pour qu'une guerre de l'eau soit définitivement écartée, il faudra que la bataille de l'eau pour tous soit gagnée. *AYEB, Habib - Ed. KARTHALA, 1998 - 228 P. - COT U3.059*

De l'eau pour demain : stratégies, conflits et coopération

Ce dossier se structure en 4 ensembles relevant des domaines suivants : les enjeux stratégiques, économiques et sociaux liés à la disponibilité en eau dans le monde; les aspects scientifiques de la ressource et des effets découlant de sa raréfaction; la gestion de l'eau, tant dans une perspective nationale, européenne et mondiale observée sur des cas régionaux; le droit de l'eau et les perspectives d'un marché à l'échelle globale pour lequel son prix reflèterait la nouvelle valeur d'un bien économique qui est devenu rare. *Revue française de géoéconomie, n°4 - Ed. ECONOMICA, 1998 - 204 P. - COT U3.067*

Services publics, gestion, assainissement

La gestion de l'eau dans les pays en développement : politique et priorités de la coopération au développement de l'UE

Ce document constitue une contribution pour le Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable, qui aura lieu fin août, et définit les orientations à suivre en matière de politique de l'eau qui devront se retrouver dans tous les programmes de coopération. L'objectif est d'assurer à tous l'accès à l'eau et aux services d'assainissement. Ce rapport note pour l'Afrique que les projets d'alimentation en eau négligent les aspects liés à l'assainissement et à la qualité. La Commission met en garde les approches fondées uniquement sur le développement des moyens techniques destinés à augmenter la fourniture d'eau. Il faut appliquer des stratégies de gestion de la demande, la réduire tout en augmentant le rendement. La Commission a également noté que les bailleurs de fonds sont maintenant réticents sur le développement des grands barrages et qu'il est nécessaire d'investir dans le traitement des eaux usées, la désalinisation et les énergies renouvelables. Enfin, ce document insiste sur la nécessité de la gestion de la pollution qui augure de pressions de plus en plus forte sur les industries, avec une application plus généralisée du principe "pollueur payeur". *COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES - EDI. COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES, 2002 - 51P. - COT U3.101*

La gestion intégrée des ressources en eau par bassin : manuel de formation

La première partie, ce manuel passe en revue diverses définitions et certains enjeux liés à la gestion intégrée par bassin. La seconde est résolument axée sur la formation et conduit le lecteur à travers les étapes d'une démarche de gestion. La formule proposée a déjà été appliquée à six reprises à des bassins nationaux et internationaux en Afrique et en Asie du sud-Est. Ce guide méthodologique met l'accent sur une utilisation optimale des connaissances disponibles et de l'expertise existante. *BURTON, Jean - EDI. IEPF, 2002 - COT U3.103*

Water rights and empowerment - Droit de l'eau et pouvoir

Cet ouvrage a pour objet d'analyser le processus de mise en place des principaux droits de l'eau. Les auteurs ont pour but de décrire les intentions et les motivations d'une action collective ; d'analyser les concepts de base, les stratégies d'auto et de co-gestion, les méthodes interactives et leur illustration à travers des cas empiriques. Cet ouvrage tente également d'analyser comment ce

processus est lié à la création et à la reproduction de différents types d'organisations et d'identités locales. Le premier chapitre présente une introduction conceptuelle et les chapitres suivants tentent de définir les différents concepts et de les mettre en pratique avec l'exemple de cas concret de gestion de l'eau au Pérou, en Bolivie, au Chili et en Equateur. **BOELENS, Rudgerd; HOOGENDAM, Paul - EDI. VAN GORCUM, 2002 - COT U3.112**

Le droit de l'eau potable en Tunisie

Cet article souligne que la Tunisie est un pays où les ressources hydrauliques sont limitées et leur répartition reste très inégale. 85% des ressources en eau sont utilisées pour l'agriculture et 15% pour les besoins humains. Cette note décrit le rôle stratégique des pouvoirs publics pour développer les grands travaux d'infrastructures et de gestion des réseaux d'eau potable, à travers la création de la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE), afin que la majeure partie de la population puisse bénéficier de l'eau potable. Tirailé entre plusieurs contraintes contradictoires (sociales, économiques et financières), la Tunisie se trouve actuellement dans une phase de choix de stratégies et d'orientation qui conduira vers une privatisation partielle ou totale du service public de distribution de l'eau. **AOUIJ M. - POINTS PAYS 2002 - EDI. WATER ECONOMY / DP, 2002 - 16P. - COT COL**

Innovative strategy for water and sanitation for the poor : access and affordability

Cette note décrit la situation mondiale actuelle de l'approvisionnement en eau et de la couverture des besoins sanitaires, les problèmes posés par le nombre immense des pauvres exclus du système. Ensuite, elle présente des exemples d'interventions qui ont permis aux populations d'accéder à l'eau et à l'assainissement ces dernières années. Enfin, ce document examine les mesures nécessaires pour réaliser rapidement un système d'alimentation en eau à un prix abordable et souligne l'implication indispensable des politiques pour que l'objectif de couvrir tous les besoins soit achevé d'ici 2025. **APPLETON, Brian; CHATTERJEE, Ashok - Ed. INTERNATIONAL CONFERENCE ON FRESH WATER, 2001- 15 P. - COT U3.086**

Making sustainable commitments : an environment strategy for the World Bank

Cette nouvelle stratégie, qui a été avalisée par les administrateurs en juillet 2001, met l'accent sur les priorités des pays en développement et notamment les trois objectifs ci-après : améliorer certains facteurs de la qualité de la vie qui dépendent des conditions ambiantes; améliorer la qualité de la croissance en renforçant les cadres institutionnel et réglementaire d'une gestion durable de l'environnement; préserver le patrimoine commun de l'humanité notamment dans le domaine des changements climatiques, des forêts, des ressources en eau et de la diversité biologique. Cette stratégie nécessite une amélioration des études analytiques et des services de conseil de la Banque, de la conception des projets et des mesures de sauvegarde. La Banque donnera la priorité à certaines mesures urgentes telles que la prise en compte des questions environnementales dans les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). **Ed. BANQUE MONDIALE, 2001 - 150 P. - COT U3.093**

Concessionnaire de réseau d'adduction d'eau potable, naissance d'un métier. Gestion des réseaux d'adduction d'eau potable en Mauritanie

La Mauritanie s'est engagée depuis presque une décennie dans un processus original de gestion du service public de l'eau, à travers des délégations de gestion, communément appelées "concessions". Depuis quelques années, ces concessions sont octroyées à des Mauritaniens diplômés chômeurs, choisis avant tout sur leur niveau de formation. Cette politique a contribué à la naissance d'un nouveau métier, concessionnaire, qu'un programme de développement, mené par le GRET, a appuyé entre 1995 et 1999. **CARTIER, Rodolphe - Ed. DU GRET, 2001 - 26 P.- COT U3.076**

Le petit guide de l'eau

Ce petit guide apporte des réponses aux questions que se posent tout utilisateur de l'eau : consommation, environnement, prix, politique, gaspillage, pollution, risques de pénurie. **EDI. LPM, 2001 -115P. - COT U3.094**

La gestion intégrée des ressources en eau

Ce document présente des arguments solides pour une application mondiale de la gestion intégrée des ressources en eau, définit le concept et les processus de ce type de gestion. Ensuite, sont exposés des conseils et des avis sur la façon de mettre en application cette gestion intégrée dans des contextes différents. L'objectif de cette étude est de définir avec précision les positions du Comité technique consultatif du Partenariat mondial pour l'eau et de mettre l'accent sur les principaux problèmes retardant l'application de la gestion intégrée des ressources en eau. **GLOBAL WATER PARTNERSHIP - Ed. GLOBAL WATER PARTNERSHIP, 2000 - 76 P. - COT U3.082**

Colloque international "L'Eau, l'Aménagement du territoire et le Développement durable" les 10 et 11 février 2000 au Sénat à Paris - Compte rendu de la Table Ronde et conclusion

L'objectif de ce colloque était, à partir de 75 études présentées, de répondre aux questions suivantes : quels sont les liens entre l'eau, l'aménagement du territoire et le développement durable ? Quelles expériences ou organisations créées pour la politique de l'eau ont un rôle dans l'aménagement du territoire ? En quoi le développement durable apporte-t-il un plus pour l'aménagement du territoire ? Il est proposé de choisir les 10 études les plus représentatives afin qu'un comité de patronage et de pilotage, institué à Bruxelles, fasse une analyse des méthodes d'action proposées. La conférence proposée à Liège en 2001 servirait de lancement à ce programme. **Ed. ACADEMIE DE L'EAU, 2000 - 5 P. - COT U3.073**

L'eau au 20ème siècle - 2ème Forum Mondial de l'Eau, mars 2000 à La Haye. La vision des acteurs français de l'eau

Le Conseil Mondial de l'Eau a entrepris la réalisation d'une Vision Mondiale à long terme pour l'eau qui sera présentée au 2ème Forum Mondial de l'Eau. La vision française ne peut être circonscrite aux limites de l'hexagone mais doit refléter l'importance des échanges internationaux et les relations avec les pays riverains. Sur le plan institutionnel, plusieurs des " outils " mis en place en France (organisation de la gestion de l'eau par bassin versant, concession des grands aménagements, gestion déléguée des services municipaux de l'eau) sont considérés comme particulièrement performants par les organisations multilatérales. Sur le plan de la gestion de l'eau, l'accent doit être mis sur l'amélioration de sa qualité, sur une gestion efficace des ouvrages et installations, sur la nécessité de conservation du patrimoine. **OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU - Ed. OIEAU, 2000 - 26 P - COT U3.071**

Tarification et gestion durable des ressources en eau

L'eau constitue une des priorités environnementales de la Commission européenne. Aussi, elle a préparé cette communication avec les objectifs suivants : clarifier les principales questions relatives à l'utilisation de la tarification de l'eau pour renforcer la durabilité des ressources en eau; présenter les raisons justifiant la préférence de la Commission pour une application stricte de principes économiques et environnementaux; proposer des principes directeurs pour la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau. **COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES - Ed. CEE, 2000 - 29 P. - COT U3.077**

La réforme de la politique de l'eau

Cette étude présente le système français de la gestion de l'eau, ressource encore abondante mais inégalement répartie et dont le coût est de plus en plus élevé. Aussi, il apparaît nécessaire de faire avancer la politique de l'eau grâce à la transposition rapide de la directive cadre de la Commission européenne adoptée en septembre 2000; de préciser les missions du service public de l'eau et d'harmoniser les modalités de tarification. **BOUE, René; WANDEWEEGHE, Francis; MIQUEU, Claude - Ed. J.O, 2000 - 172 P. - COT U3.065**

Les usages de l'eau, échelles et modèles en Méditerranée

Les textes publiés dans cet ouvrage puisent leur source dans les réflexions et débats menés à l'occasion d'un séminaire international tenu à l'université Cadi Ayyad à Marrakech en octobre 1998 regroupant des chercheurs de disciplines différentes. Le thème portait sur les "modèles et échelles de la gestion de l'eau dans le bassin occidental de la Méditerranée" . Il s'agissait d'apporter un regard critique sur les pratiques que les acteurs de l'eau tentent d'imposer un peu partout dans le

monde, sans trop se soucier de la spécificité locale et du bien fondé des théories qui les sous-tendent. *ECONOMIES ET SOCIÉTÉS, VOL 34 - Ed. ISMEA, 2000 - 268 P. - COT U3.080*

Les enjeux internationaux de l'eau : gestion intégrée des ressources en eau, modèles étrangers et expériences récentes - volume II

Ce document présente des expériences d'intégration de la gestion des ressources en eau réalisées au cours de la dernière décennie et propose une présentation sommaire du concept de gestion intégrée des ressources en eau et des outils qui peuvent l'alimenter, notamment la gestion de la demande et l'intervention à l'échelle des bassins versants. Il propose également une étude de certains modèles étrangers et d'expériences récentes de réformes de la gestion des ressources en eau particulièrement dans certains pays africains. *MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC - Ed. MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC, 1999 - 26 P. - COT U3.087*

Les enjeux internationaux de l'eau : les marchés internationaux de l'eau, exportations d'eau douce et marché des infrastructures et des services urbains - volume III

Cette étude présente de façon synthétique deux marchés dans le secteur de l'eau. D'abord, celui de l'eau douce à l'exclusion de l'eau embouteillée et présente le cadre légal entourant les exportations d'eau douce en fonction des ententes commerciales internationales, notamment en ce qui concerne l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Ensuite, cette étude décrit le marché mondial des infrastructures et dresse un tableau sommaire des besoins mondiaux et des perspectives d'investissement pour les prochaines décennies. Enfin, sont présentées sommairement la structure de ces marchés et quelques unes des possibilités de financement. *MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC - Ed. MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC, 1999 - 23 P. COT U3.090*

Conférence Ministérielle Euro-Méditerranéenne sur la gestion locale de l'eau à Turin les 18 et 19 octobre 1999 - Plan d'Action et Déclaration

Ce document a été présenté à la Conférence avec l'objectif de contribuer à l'amélioration de la disponibilité durable des ressources en eau pour le développement économique et social dans la région. Ce Plan d'Action promeut six domaines prioritaires : gestion intégrée des services d'eau potable, d'assainissement et de traitement des eaux usées; gestion locale des ressources et des demandes en eau à l'échelle des bassins hydrographiques et des îles ; lutte contre la sécheresse et gestion des ressources en cas de pénurie ; gestion de l'eau pour l'irrigation ; utilisation des ressources en eau non conventionnelles; élaboration de scénarios nationaux et locaux pour la période allant jusqu'à 2025 permettant de fixer des objectifs précis et de mener des actions pour une gestion durable de l'eau. *COMMISSION EUROPEENNE - Ed. CEE, 1999 - 45 P. - COT U3.075*

Evaluation de 17 projets dans le secteur de l'eau dans le bassin méditerranéen financés par la BEI

Cette évaluation ex post présente des projets d'approvisionnement en eau potable, de traitement des eaux usées et d'irrigation. La réalisation de ces projets a été conforme aux prévisions techniques et aux estimations de coûts, mais en termes de résultats financiers ces projets ne sont pas financièrement rentables. Sur le plan économique, la plupart des projets contribue à améliorer la situation économique, sociale et environnementale et tendent à créer des emplois. Dans ses recommandations, l'étude insiste sur la nécessité pour la BEI de faire davantage porter ses efforts sur des opérations de prêts axés sur des objectifs précis, ce qui amènerait à faire reposer les investissements sur la notion de programme plutôt que sur celle de projets et à faire intervenir des agences indépendantes chargées du contrôle de qualité. Afin d'améliorer l'efficacité de ses interventions, la BEI devrait continuer à intensifier sa collaboration avec les institutions financières et s'associer au Plan d'action élaboré récemment par la Commission européenne en collaboration avec les compagnies des eaux des pays concernés. *BEI - Ed. BEI, 1999 - 30 P. - COT U3.097*

Vers une gestion durable des ressources en eau, une approche stratégique

Cette étude vise à améliorer la qualité et l'impact de la coopération de la Commission européenne avec les pays en développement dans le domaine de la gestion des ressources en eau et de la fourniture de services liés à l'eau comme une contribution aux efforts à long terme en faveur du développement économique et social durable. Ces Lignes directrices établissent une Approche stratégique pour la gestion et la durabilité des ressources en eau et la fourniture de services liés à l'eau. Elles ouvrent une large perspective sur tous les aspects des activités liées aux ressources en eau et répondent aux besoins du personnel de la Commission européenne, à ceux des gouvernements des pays bénéficiaires, des professionnels et de tous ceux qui travaillent pour la Commission européenne et ses Délégations. Tout comme l'eau ne connaît pas de frontières, ces Lignes directrices ont pour objectif d'aider les experts et non-experts à dépasser les frontières entre les disciplines et entre les secteurs. *COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES - DG VIII - Ed. CEE, 1999 - 347 P. - COT U3.062*

Le concept du développement durable appliqué au domaine de l'eau : tome 1, recommandations de la commission française du développement durable ; tome 2, résultat de la consultation

Pour préparer la conférence de Paris ainsi que la 6ème session de la Commission du Développement Durable des Nations Unies qui a inscrit le thème de l'eau à son ordre du jour, la Commission Française de Développement Durable a souhaité apporter sa contribution en étroite coopération avec le Commissariat Général au Plan et l'Académie de l'Eau. Les propositions réunies dans le premier tome sont le fruit de ce travail. Le second tome présente les principales contributions de plus de 50 experts (ONG, acteurs économiques, collectivités locales), qui ont répondu à la consultation de la Commission Française du Développement Durable. *CFDD; CGP - LES CAHIERS DU DEVELOPPEMENT DURABLE - Ed. COMMISSION FRANCAISE DU DEVELOPPEMENT DURABLE, 1998 - 32 P. + 231 P. - COT H4.137*

Le financement de la gestion des ressources en eau

La disponibilité des ressources en eau douce continentale risque de devenir un véritable enjeu de développement économique et social dans de nombreux pays. Aussi, il est important d'assurer une gestion intégrée et durable de l'eau permettant notamment la satisfaction des besoins des différentes catégories d'usagers et la préservation durable des ressources en eau. Des réformes institutionnelles importantes seront à réaliser pour gérer les conflits d'usagers ainsi que la mise en place de véritables systèmes modernes d'information. Cette note présente certaines approches pour dégager les moyens financiers considérables nécessaires à la réalisation des investissements. *Ed. RIOB, 1998 - 18 P. - COT U3.085*

Les leçons de l'expérience, vingt ans de coopération entre le PNUD et la Banque Mondiale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, 1978-1998

Cette étude a pour objet de décrire en parallèle l'évolution du Programme PNUD - Banque Mondiale pour l'eau et l'assainissement et l'évolution des idées dans le monde sur ce sujet pendant les vingt années de son existence. Ce Programme, qui n'a jamais reçu beaucoup de ressources, a eu une influence sans commune mesure avec sa taille sur l'évolution des conceptions et des pratiques internationales. Ces changements ont bouleversé les politiques et les méthodes à la Banque Mondiale et, au delà, dans la communauté internationale de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Cela a contribué à la transformation observée pendant les deux dernières décennies dans les conceptions relatives à l'eau et à l'assainissement, avec notamment la priorité donnée aux pauvres, aux femmes et aux habitants mal desservis. La transformation des politiques et des structures s'est reflétée à son tour dans l'évolution du Programme lui-même. *BLACK, Maggie - Ed. BANQUE MONDIALE, 1998 - 62 P. - COT U3.078*

Conférence internationale "Eau et Développement Durable" - Paris les 19, 20 et 21 mars 1998 - Les 3 ateliers d'experts

Au cours de cette conférence, les participants ont abordés les thèmes suivants : améliorer la connaissance des ressources en eau et des usages pour une gestion durable; favoriser le développement des outils réglementaires et des capacités institutionnelles; définir des stratégies

pour une gestion durable de l'eau et identifier les moyens de financements appropriés. Ces thèmes ont fait l'objet de documents de travail et ont été étudiés par les experts dans des ateliers. **MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT; MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES - Ed. OIEAU, 1998 - 57 P. - COT U3.072**

Solutions alternatives à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement conventionnels dans les secteurs à faibles revenus

Ce rapport présente une synthèse des expériences les plus pertinentes dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les secteurs à faibles ressources financières. Les expériences présentées dans les études de cas sont limitées dans le temps et dans l'espace mais ont le mérite d'avoir expérimenté des solutions différentes, tant techniques qu'institutionnelles, même si l'approche est souvent artisanale et n'offre aucune garantie de pérennité. Ce rapport représente la contribution initiale de Suez Lyonnaise des Eaux à la réflexion menée par les institutions internationales, les ONG et les chercheurs. **SUEZ LYONNAISE DES EAUX - Ed. SUEZ LYONNAISE DES EAUX, 1998 - 155 P. - COT U3.084**

Eau et développement durable : témoignages de la société civile, conférence internationale de Paris 19, 20 et 21 mars 1998

S'appuyant sur les acquis des précédentes réunions internationales, les recommandations des ministres, les propositions des experts et les recommandations de la société civile élaborées lors de la Conférence de Paris, alimenteront les travaux de la 6ème session de la Commission du développement durable. Cet ouvrage présente une sélection de témoignages représentatifs d'expériences innovantes de la société civile à partir desquels sont proposés des pistes d'action. **PROGRAMME SOLIDARITE EAU - Ed. GRET, 1998 - 112.P. COT U3.058**

Analyse des composantes du coût de production et de distribution de l'eau potable

Les coûts de production et de distribution de l'eau potable intègrent de très nombreux paramètres. Il est difficile de prendre en compte l'ensemble de ces paramètres dans un modèle simple, applicable à des pays et des systèmes de distribution variés. En effet, les composantes du coût de l'eau varieront fortement selon les options techniques; le calcul des amortissements ou des provisions pour renouvellement dépend étroitement de la politique nationale en ce domaine, qui peut prévoir ou non la prise en charge de tout ou partie de ce renouvellement et en reporter la charge éventuelle sur le budget de l'Etat. Enfin, certains paramètres se prêtent mal à une analyse économique alors qu'ils ont un rôle déterminant dans l'équilibre financier des exploitants (achat de gasoil de contrebande, obligation de fournir de l'eau à l'administration). Dans ces conditions, une modélisation "ex ante" du coût de l'eau, avant la mise en service d'un système de distribution d'eau, est extrêmement difficile. **COLLIGNON, Bernard; VALFREY, Bruno - Ed. HYDRO CONSEIL, 1998 - 50 P.- COT U3.056**

Quelle concurrence pour les services publics d'eau et d'assainissement ?

Les problèmes posés par les services d'eau et d'assainissement ne sont ni fatals ni insolubles. Ce rapport explique pourquoi et comment il est possible d'organiser une concurrence permanente et transparente pour la propriété des entreprises délégataires des services d'eau et d'assainissement. C'est le moyen de garantir aux usagers le bénéfice d'un prix correct de l'eau potable et du traitement des eaux usées. **GATTY, Jean - Ed. AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE, 1998 - 61 P. - COT U3.069**

Hydraulique rurale et villageoise

Water for agriculture, irrigation economics in international perspective - L'eau pour l'agriculture, économie de l'irrigation dans des perspectives internationales

Dans les 25 prochaines années, la population mondiale devrait s'accroître de près d'un tiers alors que déjà 70% de l'eau est utilisée pour l'agriculture. Aussi, l'irrigation est devenue un enjeu majeur du développement durable. Cet ouvrage montre l'importance du défi pour les pays en développement avec la croissance de la demande en irrigation, la mise en place de nouvelles infrastructures et leur maintenance à organiser. Ensuite, il analyse les coûts et bénéfices sociaux des projets d'irrigation et de drainage ainsi que les problèmes que posent l'attribution de l'eau à l'échelle régionale. Enfin, cet ouvrage propose un glossaire de l'économie de l'eau. **MERRETT, Stephen - EDI. INTERNATIONAL WATER ASSOCIATION, 2002 - 235P. COT U3.113**

The new economy of water : the risks and benefits of globalization and privatization of fresh water - La nouvelle économie de l'eau : risques et bénéfices de la globalisation et de la privatisation de l'eau potable

Après avoir défini les termes de globalisation, privatisation et de "marchandisation d'un bien et d'un service public" dans le domaine de l'eau, ce document donne des exemples de différents systèmes de privatisation de la gestion de l'eau potable dans plusieurs pays (Etats Unis, Grande Bretagne, Pakistan, Bolivie) par les plus importantes sociétés du secteur. Il propose des principes et des normes pour aider les décideurs et s'attache à énumérer tous les risques qui peuvent survenir selon le système de privatisation choisi. Les débats tournent également autour de la protection des écosystèmes, de la qualité et de l'accès à l'eau ainsi que du prix et de la vente d'une ressource aussi vitale. **EDI. PACIFIC INSTITUTE FOR STUDIES IN DEVELOPMENT ENVIRONMENT AND SECURITY, 2002 - 47 P. COT U3.100**

Eau, genre et développement durable : expériences de la coopération française en Afrique subsaharienne

Cet ouvrage présente dans un premier temps les évolutions majeures survenues depuis les années 1970 en matière tant de rencontres internationales, de recherche, de terminologie que d'approches spécifiques visant à intégrer les femmes aux processus de développement. Il propose ensuite une description de la répartition "traditionnelle" des pouvoirs entre les groupes sociaux dans les sociétés africaines (selon des critères d'âge, d'ethnie, de statut, de religion et de genre) ; et des évolutions en cours depuis quelques décennies liée à des facteurs économiques, sociaux et culturels. La troisième partie analyse les perceptions, connaissances et pratiques des usagers, et plus spécifiquement des "usagères", de par leur rôle prépondérant en matière d'eau et d'assainissement. Puis, l'ouvrage expose, en se basant sur des études de cas, la manière dont les différents types d'usagers sont pris en compte, et ce à tous les stades des projets hydrauliques. La dernière partie définit ce qu'est une approche par la demande, et présente les différentes méthodes destinées à l'évaluer. Face à tous ces constats, ce travail s'achève sur des recommandations élaborées par le MAE et l'AFD, ayant pour objectif une implication effective de l'ensemble des usagers dans la gestion de l'eau et de l'assainissement. **ETIENNE, J.; VERDELHAN-CAYRE, G.; FRANCIS, J.; CHAPPE, P. - EDI. GRET, 2002 - 110 P. - COT H8.042**

L'eau : gérer localement

Cet ouvrage retrace l'expérience de trois décennies de recherche sur l'eau financées par le CRDI et présente des recommandations précises soigneusement élaborées à l'intention des décideurs. Il donne des exemples des recherches dans trois grandes catégories connexes : l'approvisionnement en eau à petite échelle, l'épuration et la réutilisation des eaux résiduaires, les systèmes d'irrigation et l'aménagement des bassins hydrographiques. Les résultats des travaux susceptibles de contribuer à l'élaboration des politiques ont fait l'objet de propositions pour la recherche et pour la gouvernance. **BROOKS, David - EDI. CRDI, 2002 - 76P. - COT U3.106**

Eau et santé : guide pratique pour les intervenants en milieu rural africain

Cet ouvrage a pour objectif d'apporter les éléments utiles pour comprendre l'importance de la qualité de l'eau sur la santé des consommateurs ; évaluer les paramètres permettant de suivre les

critères de qualité; protéger la ressource en eau depuis son origine jusqu'à sa consommation et amener le consommateur à utiliser une eau potable. Enfin, il a pour but de permettre d'améliorer une eau défectueuse par des traitements appropriés. *VILAIN, Marie; MONTIEL, Antoine - EDI. GREY, 2001 - 107P. - COT U3.114*

Evaluation des projets d'hydraulique (approvisionnement en eau potable et assainissement) en cofinancement avec les ONG en Afrique. Rapport final de synthèse - 3ème phase

L'évaluation globale de projets d'hydraulique villageoise cofinancés par la Commission européenne et les ONG a souligné l'importance de la place et du rôle des ONG dans ce secteur mais aussi le manque d'information en ce qui concerne la conception, la mise en œuvre et l'impact de ce type de projet. L'objectif de cette évaluation était de tirer des leçons des interventions des ONG et de suggérer des orientations pour de futurs projets. Des recommandations ont été élaborées en ce qui concerne l'adéquation de l'instrument cofinancement ONG; la complémentarité et la cohérence de ces interventions avec les autres projets financés par la Commission et avec les politiques nationales; le renforcement des parties prenantes envers la maîtrise du processus de gestion de l'intervention. *COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES; PARTICIP GmbH - Ed. CEE, 1999 - 108 P.- COT U3.070*

Les bas fonds en Afrique tropicale humide : guide de diagnostic et d'intervention.

Dans plusieurs pays africains, des dynamiques spontanées de colonisation des bas-fonds ont été observées que les paysans aménagent pour y faire de la riziculture ou du maraîchage. De nombreux projets voient ainsi le jour avec une optique productive ou environnementale. Des savoirs faire s'élaborent tant dans les techniques d'aménagement que dans les démarches d'intervention. Cet ouvrage propose une démarche interdisciplinaire de diagnostic et d'intervention basée sur une négociation avec les paysans demandeurs. *LAVIGNE DELVILLE, Philippe; BOUCHER, Luc - Ed. GREY / CTA / COOPERATION FRANÇAISE, 1999 - 415 P. - COT A2.070*

Searching for equity : conceptions of justice and equity in peasant irrigation.

Que recouvrent les notions de justice et d'équité en matière d'irrigation paysanne? C'est à cette question que cherche à répondre cet ouvrage à travers les contributions de leaders paysans et locaux, de sociologues et de spécialistes de l'irrigation. Il s'appuie principalement sur la situation et les expériences des pays andins. *BOELEN, Rutgerd; DAVILA, Gloria - Ed. VAN GORCUM, 1998 - 472 P. - COT U3.057*

Hydraulique urbaine

Les nouvelles frontières de la gestion urbaine de l'eau : impasse ou espoir ?

Cet ouvrage fait le point en matière de gestion urbaine de l'eau en ce début de XXIème siècle. Réunissant des spécialistes, des scientifiques et des professionnels, il aborde les points clés de cette question cruciale. Cette équipe d'experts internationaux se penche sur les défis concernant la gestion urbaine de l'eau, les problèmes d'intégration des infrastructures et l'émergence de nouveaux paradigmes pour les ressources en eau et pour l'assainissement. Les questions de fonds sont examinées sous leur aspect hydrologique et technique ainsi que sous l'angle de la gestion, en tenant compte des réalités tant sociales qu'économiques. Les auteurs s'attachent par ailleurs à mettre en avant les solutions destinées aux pays en développement. Dans une perspective d'avenir, cet ouvrage tire les conclusions de l'expérience passée, explore de nouvelles voies et suggère des évolutions futures. *MAKSIMOVIC, Cedo; TEJADA GUIBERT, José Alberto; ROCHE, Pierre Alain - EDI. PRESSES UNIVERSITAIRES DES PONTS ET CHAUSSEES, 2001 - 443P. COT U3.104*

Les enjeux internationaux de l'eau : modes de gestion des services municipaux et partenariats publics privés dans le monde; survol de quelques expériences - volume IV

Ce volume de cette étude effectue un survol non exhaustif d'expériences de partenariats publics - privés dans la gestion des services urbains d'eau et d'assainissement dans le monde au cours de la dernière décennie et présente un aperçu des motivations à la source de l'implication du secteur privé dans plusieurs pays. Elle donne une brève description des divers modes de partenariat et des modèles étrangers les plus cités en exemple comme ceux de la France, du Royaume Uni, des Etats Unis et de pays en développement tels que l'Argentine, le Brésil et la Malaisie. *MINISTERE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUEBEC - Ed. MINISTERE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUEBEC, 1999 - 18 P. - COT U3.091*

L'eau, la ville, et l'urbanisme : synthèse de cas

Cette synthèse reprend les principaux thèmes de réflexion issus des monographies des 23 villes étudiées par l'Académie : présentation des villes partenaires dont la moitié sont des capitales de pays en développement; analyse approfondie des interactions entre l'eau, la ville et l'urbanisme; étude des institutions d'organisation, une étape vers la concertation; propositions d'amélioration; méthodologie pour la mise en place et le suivi de politiques de développement durable impliquant les citoyens; recommandations formulées à partir de l'expérience des villes partenaires. *ACADEMIE DE L'EAU - Ed. ACADEMIE DE L'EAU, 1999 - 110 P.- COT U3.083*

Eau potable et assainissement dans les quartiers périurbains et les petits centres

Les habitants des quartiers périurbains ou "irréguliers" des grandes villes et des petits centres en Afrique n'ont, le plus souvent, pas accès à une eau en quantité et qualité suffisantes. Une initiative pilotée par le Programme Solidarité Eau sur financement de la Coopération française a permis de conduire un ensemble d'opérations de recherche appliquée et d'actions pilotes dans une quinzaine de pays, principalement en Afrique, au sud du Sahara. En mai 1998, les résultats de certains travaux ont été présentés et discutés lors de trois journées d'échanges et de concertation à Ouagadougou (Burkina Faso), avec les diverses familles d'acteurs impliquées : chercheurs, gestionnaires, administrations, ONG, collectivités locales, bureaux d'études, d'Afrique comme de France. Le présent document de synthèse rend compte des divers travaux conduits dans le cadre de ce programme, ainsi que des fructueux échanges issus de la rencontre organisée à Ouagadougou. *GRET - Ed. GRET, 1999 - 158 P. - COT U3.055*

Les opérateurs privés du service de l'eau dans les quartiers irréguliers des grandes métropoles et dans les petits centres en Afrique

Ce rapport rend compte d'une recherche entreprise dans le cadre d'un vaste programme lancé par le Ministère de la Coopération sur le thème "eau potable et assainissement dans les quartiers périurbains et les petits centres". Ce programme est coordonné par le pS-Eau et financé par le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC). Cette recherche porte sur les opérateurs privés du service de l'eau, à l'exclusion des grands opérateurs nationaux qui se trouvent en position de monopole, qu'ils soient publics (SONELEC en Mauritanie et CAMEP en Haïti) ou en voie de privatisation (EDM au Mali et SDE au Sénégal), étant donné qu'il s'agit d'entreprises formelles dont les comptes font régulièrement l'objet d'audits publics. De plus, la présente recherche ne porte pas sur les opérateurs de statut administratif dont la logique échappe pratiquement à l'analyse économique (comme les brigades de travaux des Directions de l'hydraulique ou les services techniques des municipalités au Cap Vert). *COLLIGNON, Bernard; VALFREY, Bruno - Ed. HYDRO CONSEIL, 1998 - 93 P.- COT U3.053*

BASE MEMORIA

Notes et publications internes

La desserte en eau, un défi stratégique pour l'Agence Française de Développement

Avant 2025, le taux d'urbanisation de la population africaine passera de 32% à 50% et le nombre de citadins de 300 à 700 millions. Si la tendance actuelle se poursuit, la majeure partie de cette population vivra dans des quartiers périurbains non desservis par les services de base. Face à ces enjeux, l'AFD s'est fixé comme priorité, en matière d'approvisionnement en eau potable, l'amélioration durable des conditions de vie des populations. Ces dix dernières années, l'AFD a consacré plus d'un milliard d'Euros. *AFD - EDI. AFD, 2002 - 4 P. - COT COL*

L'eau, bien vital et facteur de production. L'expérience de la CFD au cours de la décennie

En dix ans, la CFD aura consacré à l'eau plus de 10 milliards de francs, pour l'hydraulique urbaine et villageoise, pour l'irrigation agricole, pour l'énergie hydraulique. 60 % ont profité à la consommation humaine et 40 % à la production agricole et d'énergie. La répartition des concours de la CFD dans le secteur de l'eau illustre bien les deux axes majeurs de la stratégie de son intervention : agir dans l'immédiat sur le cadre de vie des populations et poser les fondements d'un développement économique à long terme. Enfin, le contenu de ces programmes a été fortement marqué, au cours de la décennie écoulée, par l'évolution des conceptions du développement qui convergent maintenant vers la notion de développement durable. Cette plaquette a été réalisée pour la conférence internationale "eau et développement durable" qui s'est tenue à Paris du 19 au 21 mars 1998. *CFD - Ed. CFD, 1998 - 20 p - COT U3.011*

Services publics, gestion, assainissement

MAROC : Evaluation rétrospective du projet d'appui au développement de l'Office national de l'eau potable (ONEP)

Depuis 1982, 5 concours ont été octroyés à l'ONEP pour un montant total de 499 millions FRF mais le champ de l'évaluation se limite à deux prêts accordés en 1992 et 1993 pour un montant total de 119 millions FRF. Le programme s'articulait autour de 3 volets : la protection de l'environnement, la dépollution des ressources en eau et le renforcement institutionnel sur le plan technique et en matière de gestion. Les investissements physiques réalisés ont concerné environ 8% du parc de station de l'ONEP et ont permis de satisfaire les besoins en eau potable d'environ 1,5 million d'habitants. Les études d'impact sur l'environnement ont permis de réaliser un diagnostic des sources de pollution et de proposer des actions de traitement de certains cours d'eau et l'élaboration de plans directeurs d'assainissement de 9 centres urbains. L'étude sur le contrôle interne a révélé un certain nombre de lacunes et de faiblesses au niveau de l'organisation et de la gestion courante. Si le système d'information est en refonte depuis plusieurs années, toutes les nouvelles applications prévues sont loin d'être opérationnelles. *RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 2000/07/24 - BASSERY, P. - DCG/PEV - 28 p.+ 14 annexes - COT DCG0094*

L'AFD et l'hydraulique de proximité, note d'orientation

Cette note, qui tire les leçons de l'expérience de l'AFD et des réflexions internationales les plus récentes, développe une vision large de l'hydraulique de proximité, englobant l'ensemble des domaines ruraux et péri urbains non couverts par les grands distributeurs d'eau. Elle recommande une prise en compte plus explicite de la demande et une approche "par la base" qui nécessite l'existence de politiques sectorielles nationales, fixant des règles du jeu claires notamment en matière de prix de l'eau. *COLLA, DPE/DES - NOTE ORIENTATION, 1999/12/30 - 14 p.+ 1 annexe - COT DPE0806*

Base de données "prix unitaires en réseaux eau et électricité"

Ce rapport présente la base de données constituée sur les coûts unitaires d'investissement dans le secteur de l'eau potable et de l'électricité. L'alimentation de la base "prix unitaires en réseaux eau et électricité" s'appuie sur la quasi totalité des marchés disponibles au siège pour l'eau potable et l'énergie pour les dix dernières années. Les prix sont donnés en francs courants et les fournitures

sont évaluées en prix CFA, hors droit de douane, avec le transport jusqu'au port mais sans le transport international, ni le montage. *JANDARD, S. - ETUDE SECTORIELLE, 1997/09/17 - 17 p.+ 12 annexes - COT DPE0614*

DJIBOUTI : Evaluation rétrospective de deux concours accordés à l'Office National des Eaux de Djibouti (ONED)

La CFD a accordé en 1986 et 1992, deux concours à l'ONED pour améliorer la gestion de l'eau : un système de télé contrôle des forages et la construction du réservoir des Salines. Ces deux investissements n'ont atteint aucun des objectifs attendus. Ils gèrent la situation financière de l'ONED dont la rentabilité se dégrade. En outre, ils n'ont pas eu les impacts d'ordre environnemental et socioéconomique escomptés : économie de l'eau, ressource rare dans ce pays, satisfaire une demande en eau en augmentation constante, améliorer les conditions sanitaires des plus pauvres, améliorer la qualité de l'eau distribuée. *CABRIT, A.M. - DCG/PEV- RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1996/04/01 - 24 P.+ 16 annexes - COT DCG0042*

TCHAD : Evaluation rétrospective des programmes de réhabilitation, de redressement et de maintenance de la Société Tchadienne d'Eau et d'Electricité (STEE)

Entre 1987 et 1995, la STEE, dont la CFD détient 19% du capital a obtenu 239,5 millions de francs de crédits pour le financement de divers programmes. En dépit de nombreux efforts engagés pour redresser la situation, cette entreprise qui a évolué dans un contexte économique, politique et social difficile reste aléatoire. *CAMPOS, E. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1996/01/01 - 38 P.+ 12 annexes - COT CG0037*

MAURICE : Evaluation rétrospective de deux projets d'adduction d'eau potable

L'évaluation portait sur le projet d'urgence d'approvisionnement en eau de Port-Louis et la première phase d'un projet d'alimentation en eau potable dans la région nord de l'île Maurice. *CABRIT, A.M. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1994/10 - 25 P.+16 annexes - COT DCG0016*

RCA : Privatisation du secteur public de l'eau potable

Ce rapport sur la privatisation du secteur de l'eau entre dans le cadre d'une étude comparative de différentes solutions destinées à améliorer l'efficacité de la gestion des entreprises publiques. Engagé en 1989 le processus de privatisation de l'eau n'est entré dans une phase opérationnelle qu'en 1992 sans véritable volonté politique. *DENIAU, P.- DPE/DRS - ETUDE SECTORIELLE, 1994/03 - 34 p. +14 annexes - COT DPE 0295*

MAURITANIE : Constitution du prix de revient et du prix de vente de l'électricité et de l'eau potable

Cette étude entre dans le cadre d'une étude comparative sur 5 sociétés de production et de distribution d'eau et d'électricité d'Afrique de l'Ouest. Elle comprend une présentation des résultats, l'environnement économique et social, une analyse de la SONELEC (aspects institutionnels, comptes financiers, ressources humaines), les évolutions des besoins et de leur satisfaction ainsi que les perspectives. *DENIAU, P. -DPE/DRS - ETUDE SECTORIELLE, 1992/07 - 48 p.+ annexes - COT DPE177*

BURKINA FASO : Constitution du prix de revient et du prix de vente de l'eau potable

Ce rapport présente l'organisation, la situation financière de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA). Il décrit l'environnement économique et social du pays, l'évolution des besoins en eau et leur satisfaction. En rassemblant le maximum d'éléments sur l'évolution des prix de revient et de vente de l'eau sur 5 ans, des données relatives ont pu être élaborées sur l'efficacité du personnel de l'ONEA, la structure de la consommation spécifique, la constitution des prix de revient et de vente par localisation. *DENIAU, P. - DPE/DRS - ETUDE SECTORIELLE, 1991/12 - 29 p. +16 annexes - COT DPE0108*

SENEGAL : Constitution du prix de revient et du prix de vente de l'eau potable

Ce rapport présente la Société d'exploitation des eaux du Sénégal (SONEES), les résultats de son analyse financière, de sa gestion et de la structure de son personnel. Il décrit l'environnement économique et social du pays et l'évolution des besoins et leur satisfaction. En rassemblant le maximum d'éléments sur l'évolution des prix de revient et de vente de l'eau sur 5 ans, des données relatives ont pu être élaborées sur l'efficacité du personnel de la SONEES, la structure de la consommation et la constitution des charges de production par localisation. *DENIAU, P. - DPE/DRS - ETUDE SECTORIELLE, 1991/09 - 29 p. - COT DPE0083*

TOGO : Constitution du prix de revient et du prix de vente de l'eau potable

A partir de l'examen de l'environnement économique et social du Togo, des caractéristiques de la gestion de la RNET et du mode de satisfaction des besoins en eau, ce rapport tente d'expliquer l'évolution du prix de revient et de vente de l'eau potable dans ce pays. Des tableaux rassemblent pour les 5 dernières années, les données relatives à l'efficacité du personnel de la RNET, à la structure de consommation et la consommation spécifique et à la constitution des prix de revient et de vente par localisation. Ce modèle devrait rendre possible la comparaison de plusieurs sociétés pour une année donnée. *DENIAU, P.; MIGEOT, X. - DPE/DRS - ETUDE SECTORIELLE, 1991/05 - 62 p. - COT DPE0053*

SENEGAL : Evaluation rétrospective du projet d'extension des installations de production , de traitement, de stockage et de distribution d'eau potable dans onze centres secondaires

L'évaluation de ce projet a été décidée fin 1983 afin de permettre à la SONEES d'exploiter et développer le secteur de l'eau et de l'assainissement. Elle présente le compte-rendu d'exécution : environnement, objectifs, caractéristiques du projet, réalisation technique, financement, aspects institutionnels, appréciation des intervenants; l'exploitation : structure de la SONEES, production, distribution d'eau potable, tarifs et facturation; l'impact du projet : démographique, social, sanitaire, environnemental, économique, perspectives. *DENIAU, P.- DAO/PSE- RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1990/11 - 77 p. - COT AO1006*

COTE D'IVOIRE : Evaluation rétrospective du projet d'extension des installations de production, de traitement, des installations

Ce projet s'insère dans le volet adduction d'eau potable du 2ème programme national d'hydraulique qui concerne la totalité des centres urbains et des principaux centres ruraux du pays. Le premier volet de ce projet est relatif à l'adduction d'eau dans les onze centres secondaires. Il concerne : la mise en place de 531 km de conduites; l'augmentation de la capacité de stockage de 4 600 m3 sur quatre villes; le complément d'équipement des stations de traitement et l'amélioration des constructions d'exploitation dans 8 villes; le complément de la capacité de pompage. La réalisation de ce projet s'est faite d'une façon très satisfaisante et pour un coût d'investissement moindre que prévu. *DENIAU, P. - DAO/PSE - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1990/09 - 75 p.+ 15 annexes - COT AO978*

Hydraulique rurale et villageoise

Synthèse des évaluations rétrospectives de projets d'hydraulique villageoise

De 1975 à 1998, les interventions dans le secteur ont représenté de l'ordre de 2500 millions FRF sur 21 pays. L'ampleur des programmes et, dans certains cas, la réhabilitation d'investissements anciens ont amené l'AFD à engager une série d'évaluations rétrospectives portant sur seize projets financés dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest ou du Centre (Bénin, Ghana, Guinée, Niger et Tchad) entre 1982 et 1995. Ces projets représentent un financement global de 560 millions FRF, correspondant à 22% des programmes de l'AFD dans le secteur défini ci-dessus, depuis 1975. L'efficacité des programmes évalués, en matière de réalisation de forages, d'installation de pompes et de construction d'équipements périphériques a abouti, au total, à l'exécution de 4482 forages productifs (+ 4% par rapport aux prévisions physiques), l'installation ou la réhabilitation de 7974

pompes à motricité humaine (+ 6% par rapport aux prévisions physiques), l'équipement de 75 mini adductions d'eau villageoises et de 209 ouvrages divers (aménagement de sources, etc.), permettant d'apporter l'eau potable à près de deux millions de personnes. Les enseignements à tirer de cette évaluation sont les suivants : le fonctionnement des pompes de la "deuxième génération" de projets (à partir du début des années 90) constitue un résultat positif incontestable qui s'ajoute à la réalisation des objectifs de maîtrise de la réalisation technique des ouvrages et de mise en place de systèmes privés de fourniture de pièces détachées et d'entretien des pompes; ces résultats montrent le progrès accomplis. Les faiblesses se situent au niveau du contrôle des équipements par les comités de gestion et à celui de leur capacité à assumer les conditions techniques et financières d'une maintenance de longue durée. **COQUART, P.; VAILLANT, M. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1999 - 33 p.+15 annexes - COT DCG0084**

MAROC : Evaluation rétrospective des projets d'appui à l'Office régional de mise en valeur agricole du périmètre du GHARB (ORMVAG)

L'objectif de rénovation des sept stations de pompage fixé dans le premier projet a été non seulement atteint mais même dépassé, puisqu'il a été possible de financer la rénovation d'une huitième station de pompage. Selon les premières données, l'amélioration du fonctionnement de ces stations est sensible. En effet, le taux de disponibilité des groupes de pompage est passé de 53 % en moyenne en 1992 à 100 % en 1999. La superficie irriguée a augmenté de 14 % pour s'établir à une moyenne de 60 % pour le périmètre considéré (29 030 ha pour une surface équipée de 48 000 ha). Elle ne correspond cependant pas à l'objectif recherché, qui visait l'irrigation réelle de 80 % des surfaces équipées. La continuité du service de l'eau est assurée. Concernant le deuxième projet, les objectifs ont également été atteints en termes d'aménagement. Il est encore trop tôt pour déterminer quel sera le taux d'irrigation des surfaces aménagées, une période d'appropriation des agriculteurs de cinq ans après travaux étant estimée nécessaire. Les premières indications sur certaines parcelles montrent dès à présent un taux d'irrigation très encourageant compris entre 60 % et 80%. **MADAULE, S. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 2000 - 31 p.+10 annexes - COT DCG0088**

GUINEE : Evaluation rétrospective de projets d'hydraulique villageoise réalisés

L'AFD a financé trois projets d'hydraulique villageoise pour un montant total de 124 M.FF Les principaux enseignements de l'évaluation sont les suivants : le taux de réussite des forages a été supérieur aux prévisions et celui du fonctionnement des pompes à motricité humaine (PMH) a été supérieur à 80%. Les adductions d'eau en pompage solaire ont présenté, après trois ans de fonctionnement, des résultats encourageants. Dans le cadre de la décentralisation, les communautés rurales de développement sont désignées comme propriétaires des points d'eau et donc responsables du bon fonctionnement des ouvrages. Les premiers résultats d'un projet UNICEF montrent que l'intégration de celles-ci dans le système semble améliorer l'appropriation des points d'eau par les communautés. **COQUART, P. ; VAILLANT, M. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1999 - 33 p.+19 annexes - COT DCG0081**

TCHAD : Evaluation rétrospective de projets d'hydraulique villageoise

L'AFD a financé deux projets d'hydraulique villageoise en 1990 (Koros I) et en 1993 (Koros II) pour des montants respectivement de 54 M. FRF et 48 M. FRF. Les principaux enseignements de l'évaluation sont les suivants : le taux de fonctionnement des pompes à motricité humaine est très élevé, la quasi-totalité des sites sont en exploitation. Les stations thermiques fonctionnent dans de bonnes conditions. Par contre, quatre des dix stations solaires étaient arrêtées. Aucune de ces stations ne vend l'eau à un tarif moyen susceptible de couvrir ses charges d'exploitation. Le réseau d'artisans-réparateurs donne satisfaction. L'investissement dans le domaine de l'animation, exemplaire dans sa conception, s'est révélé aléatoire dans son application et sans grand impact à moyen terme. Deux seulement parmi les quinze villages enquêtés ont laissé l'impression que leurs comités de gestion étaient efficaces et inventifs. Le manque de propreté des abords des points d'eau, mais aussi pendant le transport et lors du stockage de l'eau, ne peut qu'être regretté. **COQUART, P. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1999 - 21 p.+4 annexes - COT DCG0076**

NIGER : Evaluation rétrospective de projets d'hydraulique villageoise

Entre 1982 et 1992, l'AFD a financé successivement trois projets pour réaliser des forages, implanter des pompes et organiser la maintenance dans la région de Tillabéri. Les deux premiers projets ont abouti à des échecs patents, les taux de pompes en panne après quelques années étant trop élevés. Le mauvais fonctionnement du réseau d'approvisionnement en pièces détachées ainsi que du système de maintenance, l'existence de fait de comités de gestion entraînant un mauvais approvisionnement des caisses de maintenance et l'absence d'entretien périphérique constituent deux facteurs importants de ces échecs. L'appropriation des points d'eau par des comités de gestion et, plus globalement par les villages, reste le point le plus délicat du montage et de viabilité de ces projets. *COQUART, P.; VERDELHAN-CAYRE, G. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1998 - 33 p.+38 annexes - COT CSR98039*

GHANA : Evaluation rétrospective des projets d'hydraulique villageoise en région centrale

Les objectifs de ce programme étaient l'amélioration des conditions de vie grâce à l'installation d'équipements hydrauliques et l'amélioration de la viabilité du projet grâce à la mise en œuvre d'un système de maintenance et de fonctionnement décentralisé. Le projet apporte une eau potable à 275 000 personnes environ, ce qui représente 29% de la population totale de la Région centrale. Les villageois bénéficient en outre d'un accès plus aisé à l'eau potable et, dans certains cas, d'un abaissement de son coût. En 1998, 86,5% des pompes installées étaient en bon état. La pérennité des actions repose désormais principalement sur les éléments financiers : en 1997, 70% des comités vendaient de l'eau et 26% faisaient payer une cotisation. *DOI, K. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1998 - 27 p.+10 annexes - COT DCG0069*

BENIN : Evaluation rétrospective des projets d'hydraulique villageoise

Ce programme avait pour objectif de doter les pays membres du Conseil de l'Entente de points d'eau équipés de pompe, permettant de donner aux populations rurales un accès réel à l'eau potable. Près de 960 points d'eau équipés de 1192 pompes à motricité humaine ont été installés. La prise en charge financière de la maintenance des points d'eau par les populations bénéficiaires est par contre insuffisante. Les moyens financiers dégagés par les villageois (27 300 FCFA/an en moyenne) ne couvrent pas cette maintenance estimée suivant les marques de pompes de 115 000 FCFA/an à 178 000 FCFA/an. L'impact bénéfique sur la santé des populations est partiellement atteint. Les autres sources d'approvisionnement en eau, gratuites, sont sollicitées en priorité. *MADAULE, S. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1998 - 37 p.+ 10 annexes - COT DCG0062*

GHANA : Evaluation rétrospective des projets d'hydraulique villageoise en région centrale

Les objectifs de ce programme étaient l'amélioration des conditions de vie grâce à l'installation d'équipements hydrauliques et l'amélioration de la viabilité du projet grâce à la mise en œuvre d'un système de maintenance et de fonctionnement décentralisé. Le projet apporte une eau potable à 275 000 personnes environ, ce qui représente 29% de la population totale de la Région centrale. Les villageois bénéficient en outre d'un accès plus aisé à l'eau potable et, dans certains cas, d'un abaissement de son coût. En 1998, 86,5% des pompes installées étaient en bon état. La pérennité des actions repose désormais principalement sur les éléments financiers : en 1997, 70% des comités vendaient de l'eau et 26% faisaient payer une cotisation. *DOI, K. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1998 - 27 p.+10 annexes - COT DCG0069*

BENIN : Evaluation rétrospective du programme d'alimentation en eau potable des zones rurales lacustres - Sud-Bénin

L'objectif du programme Hydraulique Villageoise Zones Lacustres (HVZL) financé en 1986,1988 et 1990 était de desservir en eau potable 83% des villageois de la zone. Le rapport présente l'historique du projet et détaille le programme (instruction, exécution, fonctionnement, viabilité et impact). Le projet a été mené à bien dans la plupart de ses objectifs à l'exception de l'autosuffisance financière des équipements et de l'accompagnement du programme par des mesures d'assainissement des villages desservis. *CAMPOS, E. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1994 - 29 p.+19 annexes - COT DCG0011*

COTE D'IVOIRE : Compte-rendu de mission du 19/02 au 9/03 /1990)

Le principal objectif de la mission concernait l'évaluation rétrospective du projet d'adduction d'eau dans 11 centres secondaires. L'exploitation des investissements a été confiée à la SODECI. Le rendement des réseaux s'est sensiblement amélioré entre 1984 et 1989 (de 75 à 80 % en 1984 à près de 95 % en 1989). La tenue des statistiques, au niveau de chaque centre, ne permet pas toujours d'effectuer le calcul. Malgré l'augmentation de la consommation d'eau, le produit de la surtaxe est passé de 1. 267 millions FCFA en 1983 à 923 millions FCFA en 1989. Depuis 1982, les recettes de surtaxes par m³ vendu ont baissé compte tenu de la structure de consommation. *DENIAU, P. - GOA/T2A - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1990 - 7 p.+23 annexes - COT DAO1325*

BENIN : Programme d'hydraulique villageoise du Conseil de l'Entente (phase 2bis) : sensibilisation, animation, formation. Province du Sud Borgou

Depuis 1980, le Bénin a mis en œuvre un vaste programme de création de points d'eau pour l'alimentation en eau potable du milieu rural. A ce jour, 2 700 ouvrages d'hydraulique villageoise existent pour laquelle une politique nationale de maintenance a été adoptée en 1985. L'objectif principal du projet est la mise en place d'un système de maintenance de pompes fondé sur la décentralisation de l'entretien avec la participation effective des villageois, des artisans locaux et des commerçants locaux. Le présent rapport rend compte des actions de sensibilisation, de formation et de suivi évaluation de la phase 2 bis du programme entrepris par le BURGEAP. *BURGEAP - ETUDE SECTORIELLE, 1989 - 34 p.+ 40 pages d'annexes - COT EX0015*

BENIN : Programme d'hydraulique villageoise du Conseil de l'Entente (phase 2) : études d'implantation et contrôle des travaux des points d'eau. Province du Mono et du Sude Atacora

Le programme du Conseil de l'Entente 2ème phase prévoyait la réalisation de 400 forages dont 280 positifs devaient être équipés de pompes ABIMN. En définitive, seuls 238 ouvrages ont été réalisés. Le rapport présente les méthodes d'implantation et de réalisation distinctes dans les deux provinces puis les actions de sensibilisation, de formation et d'organisation de la maintenance. *AFG/ BURGEAP - ETUDE SECTORIELLE, 1989 - 145 p. + 50 pages d'annexes - COT EX0016*

Projet Mali Sud 2 : Sous-projet hydraulique villageoise. Rapport final

Le projet Mali Sud 2 comporte 12 volets dont celui d'hydraulique villageoise qui a pour objet l'équipement de 391 villages en forages d'exploitation avec pompes à main dans la zone d'intervention de la CMDT (Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles). Le coût global de ce volet est estimé à 1948,7 millions de FCFA. Le rapport présente l'organisation du projet, son contexte général, sa réalisation, s'intéresse à la sensibilisation, l'organisation et la participation villageoise, analyse les résultats des travaux de forages, l'état des pompes et les principales données financières. *GEO1 - ETUDE SECTORIELLE, 1988 - 3 VOL. - 239 P.+ 1 volume d'annexes, 1 volume de planches - COT EX0014*

Compte rendu d'une réunion avec la Banque Mondiale sur l'hydraulique villageoise

Les échanges ont essentiellement porté sur des thèmes de fonds : connaissance et gestion des ressources en eau des grands bassins, approche des organisations régionales, gestion, maintenance et recouvrement des coûts, environnement économique des projets hydro agricoles, mobilisation et valorisation des ressources, programmation des projets. *MARTIN, M.A. - ETUDE SECTORIELLE, 1987 - 28 p. - COT GC0083*

SENEGAL : Synthèse des évaluations rétrospectives de trois projets de périmètres irrigués en zone sahélienne

Cette synthèse présente les enseignements tirés des évaluations rétrospectives de 3 projets de périmètres irrigués financés avec le concours de la CCCE : le périmètre pilote de Bagre (Burkina), les petits périmètres villageois de Matam (Sénégal) et les périmètres en culture motorisée de N'Diombo et Thiago (Sénégal). *BARRIER, C. - DAO/PSE - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1986 - 22 p. - COT AO0356*

SENEGAL : Evaluation rétrospective de l'opération périmètres irrigués villageois dans le département de Matam - synthèse

Après un rappel sur l'environnement des périmètres irrigués de la vallée du fleuve Sénégal, le rapport dresse un bilan technique et économique de la mise en œuvre des petits périmètres et des cultures irriguées (rôle de ces périmètres, productions, revenus dégagés, types de cultures, conséquences) et décrit leur fonctionnement et les perspectives. *BARRIER, C. ; JAFFREZIC, Y.; SIMON, Y.; ROUVET - DAO/PSE - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1984 - 17 p. - COT AO0082*

SENEGAL : Evaluation rétrospective de l'opération périmètre irrigués villageois dans le département de Matam – dossier de base-

Ce dossier présente l'ensemble des documents relatifs à l'évaluation, aux concepts, aux finalités des périmètres irrigués, aux réalisations financières et aux moyens mis en place, à la présentation des aménagements, productions et opérations d'appui, aux résultats économiques ainsi qu'aux conditions de mise en œuvre du projet. *BARRIER, C.; JAFFREZIC, Y.; SIMON, Y.; ROUVET - DAO/PSE - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1984 - 160 p. - COT AO0083*

NIGER : Evaluation rétrospective d'un programme d'hydraulique villageoise

L'étude rappelle les étapes de la mise en place du projet (contexte, conception et réalisation), fait le point sur l'exécution (marchés, coûts, organisation). Les problèmes matériels (installation de la pompe, coût des pièces) et les résultats du programme sur l'environnement du village (aménagements réalisés, utilisation de l'eau) sont également présentés. *BATHANY, J. - DAO/PSE - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1984 - 38 P. - COT AO0018*

Hydraulique urbaine

HAITI : Evaluation rétrospective des projets d'alimentation en eau potable dans les quartiers défavorisés de Port-au-Prince

L'évaluation a porté sur deux projets d'approvisionnement en eau potable (respectivement de 0,76 M€ et 0,91 M€ en 1996 et 1997) de six nouveaux quartiers représentant une population d'environ 180.000 personnes. Le principal enseignement de ce projet est que les populations les plus défavorisées sont capables de se mobiliser et d'avoir un comportement de consommateurs prêts à payer le prix réel du service rendu.

Cependant, la mise en place de ce projet ayant été réalisée en raison de la défaillance des pouvoirs publics, une telle démarche pose le problème à terme de réinsérer les actions de proximité dans un contexte de stabilité institutionnelle et de bon fonctionnement des services publics. *FICATIER, Y. - GOB/FIB - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 2002 - 22 p. + 19 annexes - COT CSR20191*

RCA : Evaluation rétrospective de trois projets d'hydraulique urbaine

Cette évaluation montre que les objectifs de ces projets n'ont pas été atteints. Le nombre d'abonnés s'est accru de seulement 12 % entre 1991 et 1998 (10581 abonnés), ce qui est très éloigné du doublement attendu. Fin 1998, le volume d'eau vendue se situait à un niveau inférieur de près de 5 % par rapport à celui de 1992 alors qu'il était prévu un accroissement de 30 % de la consommation d'eau. En revanche, la création de la Sodeca, dont 72 % du capital social est détenu par la Saur, a permis, entre 1992 et 1995, une amélioration sensible du ratio de facturation et une progression du taux de recouvrement sur les gros consommateurs et les abonnés privés. Les événements de 1996 ont entraîné une rechute de ces ratios qui sont revenus à leur niveau de 1992. *BASSERY, P. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1999 - 48 p. + 19 annexes - COT DCG0075*

GUINEE : Evaluation rétrospective de deux projets d'hydraulique urbaine à Conakry et à Kindia

Malgré quelques imperfections au niveau de l'exécution technique et financière, le premier projet a permis de remettre en état le réseau de Conakry et de Kindia. Pour le second projet, la réorganisation institutionnelle passait par la liquidation de la DEG et le doublement des capacités de production d'eau. En 1998, l'eau est de bonne qualité et les coupures ont disparu mais les perspectives du secteur demeurent incertaines car la consommation d'eau stagne, le système de tarification est devenu plus favorable à la SEEG qu'à la SONEG et la faiblesse de rendement des installations gérées par la SEEG est préoccupante. *MADAULE, S. - DCG/PEV - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1999 - 38 p. + 19 annexes - COT DCG0072*

Eléments d'une stratégie pour le secteur de l'eau potable et de l'assainissement en milieu urbain

Ce rapport établit au préalable le diagnostic du secteur urbain de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées dans les pays en développement. Il présente ensuite : 1) les grandes caractéristiques des installations d'eau potable et d'assainissement en milieu urbain ainsi que les coûts d'investissements et d'exploitation associés; 2) une approche technico-économique du secteur et une méthode détaillée d'instruction des projets; 3) la situation et les perspectives institutionnelles du secteur; 4) les modalités d'intervention des bailleurs de fonds en général et de la CFD en particulier. Le cas des DOM/TOM, jugé trop spécifique n'est pas traité dans ce rapport. *- DPE/DSE - ETUDE SECTORIELLE, 1997 - 35 p. +6 annexes - COT DPE0541*

Note d'orientation stratégique sur l'intervention de la CFD dans le secteur urbain des Etats étrangers

Cette note qui ne concerne que les "Etats étrangers" de la zone d'intervention de la CFD traite successivement de l'état des lieux de l'urbanisation et de la gestion urbaine dans les pays concernés, des engagements passés de la CFD dans le secteur urbain, des objectifs généraux que se fixe la CFD pour les projets qu'elle finance dans les villes, et de chacun des quatre sous-secteurs : services publics urbains marchands (hydraulique urbaine, transports), infrastructures urbaines non marchandes (voirie, drainage), services municipaux (marchés, gares routières, abattoirs, filière déchets urbains) et habitat (aménagement de quartiers et financement de logements). *VENARD, J.L. - DPE/DES - NOTE ORIENTATION, 1995 - 40 p. + 3 annexes - COT DPE0413*

RWANDA :Evaluation rétrospective du projet de rénovation et d'extension des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de BUYMBA, GIKON GORO, GISENYI ET GITARANA

Ce projet s'inscrit dans un vaste programme d'amélioration de l'alimentation en eau des centres urbains secondaires au Rwanda. Son intérêt social est prédominant : frein à l'exode rurale, gain de temps, amélioration du niveau de confort des habitations et de l'état sanitaire des populations. Mais les industries, l'artisanat et les hôtels existants en ont également profité. Du fait de son surdimensionnement, le projet censé satisfaire les besoins à l'horizon 1990 se révèle être à beaucoup plus long terme. Il est donc d'autant plus important de maintenir cet investissement en état de fonctionnement; l'accroissement de la capacité des stations ne devrait pas être utile avant l'an 2000. *DENIAU, P. - DAO/PSE - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1989 - 40 p. - COT AO0769*

GABON : Evaluation rétrospective des projets de renforcement de l'adduction d'eau à Libreville

L'évaluation porte sur les projets de 1980 et 1984 qui devraient permettre l'augmentation de la capacité de production de la SEEG de 27.000 m³/j (Ntoum IV) et 70.000 m³/j (Ntoum V) pour répondre à la demande croissante de l'agglomération de Libreville. Au plan technique, les projets ont été réalisés dans des délais raisonnables. Au plan financier, aucun des 2 projets n'a été de nature à aggraver les difficultés d'exploitation de la SEEG. Globalement, ils ont répondu aux objectifs et garantissent l'alimentation en eau de Libreville pour de nombreuses années (jusqu'en 2010). NTOUM V a été conçu sur le long terme, avec la possibilité de développements ultérieurs. *DENIAU, P. - DAO/PSE - RAPPORT EVALUATION RETROSPECTIVE, 1989 - 66 P. - COT AO0660*

SENEGAL : Les communes urbaines et la Société nationale d'exploitation des eaux du Sénégal

L'analyse de la mauvaise situation financière de la SONEES met en évidence 2 points : les déséquilibres proviennent surtout du non-paiement par les usagers de l'eau distribuée aux bornes-fontaines, mais ils sont aussi la conséquence de dysfonctionnements beaucoup plus profonds dans la gestion des communes. *LE MASSON, H. - DAO/PSE - ETUDE SECTORIELLE, 1987 - 30 P. - COTA00413*

* * *